



Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Logement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Arnaud MOYNIER, Marie-Hélène SANTARELLI, Joël VERA

Logement - Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information des Demandeurs de logements sociaux 2020-2025 - Approbation à la suite de l'avis des communes de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

La loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR), adoptée le 24 mars 2014, tend à réformer la lisibilité et l'efficacité des politiques publiques du logement. Son objectif est notamment d'améliorer les conditions de dépôt et de gestion des demandes de logements sociaux pour davantage de transparence, d'efficacité et d'équité.

Ainsi, la loi ALUR prévoit, pour tout Etablissement Public de Coopération Intercommunale doté d'un PLH approuvé, la mise en place d'un Plan Partenarial de Gestion de la Demande de Logement Social et d'Information des Demandeurs (PPGDID), qui définit les orientations destinées à assurer la gestion partagée de la demande et à satisfaire le droit à l'information du demandeur.

Montpellier Méditerranée Métropole a élaboré son projet de PPGDID sous l'égide de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL), instance partenariale co-présidée par la Métropole et l'Etat, qui réunit :

- les maires de l'ensemble des communes de la Métropole et le Président du Conseil Départemental ;
- les bailleurs sociaux et les réservataires de logements sociaux du territoire ;
- les associations de locataires et les organismes d'insertion ou de défense des personnes en situation d'exclusion par le logement.

Ainsi, le projet PPGDID 2020-2025 de Montpellier Méditerranée Métropole a été co-construit à travers une large mobilisation des membres de la CIL, assurée notamment au moyen d'entretiens bilatéraux avec les acteurs concernés, d'ateliers de travail, et de temps d'échanges spécifiques en Conférence des Maires.

Le Plan Partenarial proposé à l'approbation du Conseil prévoit la mise en place d'une gestion partagée de la demande locative sociale, reposant sur le Système National d'Enregistrement (SNE) administré par l'Etat. Celui-ci, en cours d'évolution, doit permettre aux demandeurs d'être informés des événements liés à leur dossier (demande de pièces justificatives, désignation pour présentation en Commission d'Attribution Logement (CAL), visite du logement proposée/effectuée, refus du logement par le demandeur) et de partager cette information entre les différents guichets enregistreurs. De plus, le SNE a vocation à répondre aux obligations de la loi ELAN, qui prévoit la mise en place avant le 31 décembre 2021 d'un système de cotation partagé de la demande.

Le PPGDID 2020-2025 prévoit par ailleurs la structuration d'un service d'Information et d'Accueil des Demandeurs (SIAD) à travers la mise en réseau des différents lieux d'accueil du territoire et l'harmonisation de l'information délivrée aux demandeurs de logements sociaux.

Quatre niveaux d'accueil ont été identifiés selon le degré d'information dispensée au public :

- Accueil de NIVEAU 1 : délivre une information générale/nationale (règles d'accès au parc locatif social, modalités de dépôt de la demande). Huit communes se sont positionnées en niveau 1 : Baillargues, Cournonterral, Lavérune, Montaud, Montferrier-sur-Lez, Restinclières, Saint Génies des Mourgues et Sussargues ;
- Accueil de NIVEAU 2 : délivre une information générale/nationale et renforcée spécifique au territoire (critères de priorité, caractéristiques et localisation du parc social, délai d'attente moyen selon les secteurs géographiques et les types de logement). Dix-huit communes se sont positionnées en niveau 2 : Beaulieu, Clapiers, Cournonsec, Fabrègues, Jacou, Juvignac, Montpellier, Murviel-les-Montpellier, Pérols, Pignan, Prades-le-Lez, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas, Saint-Brès, Saint-Drézery, Saussan, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone.

- Accueil de NIVEAU 3 : délivre une information générale/nationale et spécifique au territoire, enregistre les demandes sur le SNE et délivre au demandeur une information sur le suivi de sa demande (instruction de la demande, décision de la commission d'attribution, le rang du demandeur en cas d'attribution, etc.). L'accueil de niveau 3 est assuré par les guichets enregistreurs de la demande du territoire. Cinq communes se sont positionnées pour intégrer le niveau 3 d'accueil et devenir guichet enregistreur conformément à l'article R441-2-1 du Code de la Construction et de l'Habitation. Il s'agit de Castelnau-le-Lez, Castries, Grabels, Lattes et Le Crès.
- Accueil de NIVEAU 4 : lieu d'accueil commun à l'échelle métropolitaine en cours de préfiguration qui délivrera une information générale, renforcée et individuelle (enregistrement de la demande). Il aura en outre pour mission de consolider le fichier partagé de la demande, d'être en appui aux partenaires pour le traitement des situations nécessitant un examen particulier, avec aiguillage vers les dispositifs, services et personnes adéquats (notamment le Fonds de Solidarité pour le Logement). Ce lieu d'accueil commun sera un lieu de ressource pour les autres niveaux d'accueil, et sera développé en partenariat avec les guichets enregistreurs et l'ensemble partenaires en 2020.

Montpellier Méditerranée Métropole, en tant que pilote de la démarche, mettra à disposition des différents niveaux d'accueil des supports de communication adaptés, formera les agents d'accueil et animera le réseau du SIAD. A cet effet, des conventions d'application formaliseront les engagements des parties prenantes.

En application de l'article L441-2-8 du Code de la construction et de l'habitation, le projet de PPGDID 2020-2025 a été soumis :

- à la Conférence Intercommunale du Logement du 4 juillet 2019, qui a émis un avis favorable ;
- à l'Etat, qui a émis un avis favorable par courrier en date du 5 septembre 2019, précisant que les « dispositions [du PPGDID de Montpellier Méditerranée Métropole] sont conformes aux attendus fixés par le législateur et apparaissent adaptées aux enjeux spécifiques [du] territoire » ;
- ainsi qu'aux 31 communes de Montpellier Méditerranée Métropole, qui ont émis 31 avis favorables, dont 5 tacites.

Parmi les conseils municipaux ayant délibéré favorablement, la Commune de Lavérune a formulé le souhait que figure au budget de la Métropole « une ligne budgétaire prévoyant une aide aux trente et une collectivités de la Métropole (...) qui leur permettra de faire face aux conséquences financières liées à la prise en charge par les structures communales (CCAS) des ménages en difficulté qui occuperont désormais les logements sociaux sur leur territoire communal. »

Le Département demeure chef de file en matière d'action sociale sur l'ensemble de son territoire, et donc compétent pour la prévention et la prise en charge des situations de fragilité et le développement social, en vertu notamment de la loi sur la Nouvelle Organisation du Territoire de la république (loi NOTRe du 7 août 2015).

Concernant plus spécifiquement la Métropole, celle-ci gère depuis le 1^{er} janvier 2018 l'attribution des aides du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL), lequel permet la prise en charge d'aides financières pour l'accès au logement et le maintien dans le logement des personnes en difficulté, ainsi que le financement d'actions d'insertion par le logement, dont la réalisation de mesures d'Accompagnement Social Liées au Logement (ASLL) exercées par des professionnels du travail social. La Métropole mobilise l'ASLL par l'intermédiaire du référent social du ménage concerné.

En 2019, le budget de la Métropole prévoit une enveloppe :

- d'environ 2 100 000 € pour les aides directes à l'accès au logement ou pour impayés de loyer ou des fluides correspondant à environ 5 500 aides individuelles par an ;
- de 1 900 000 € de subventions attribuées à des associations et certains CCAS, pour les actions collectives ou individuelles de soutien aux ménages en difficulté de logement, correspondant à 2 700 ménages accompagnés par an.

Enfin, il sera proposé au budget 2020 de la Métropole, l'inscription des crédits nécessaires pour la formation des agents d'accueil du SIAD, la création de supports de communication harmonisés et du lieu d'accueil commun métropolitain tel que mentionnés plus haut.

La mise en œuvre du plan et de ses conventions d'application fera l'objet :

- d'un bilan annuel présenté en Conseil de Métropole, après avis de la Conférence Intercommunale du Logement (article R441-2-12 du Code de la Construction et de l'Habitation), ;
- d'un bilan triennal adressé pour avis au Préfet et à la Conférence Intercommunale du Logement. Celui-ci sera rendu public. Au vu de ce bilan, une révision du plan pour une durée de trois ans peut être envisagée, si nécessaire (article R441-2-13 du Code de la Construction et de l'Habitation), ;
- et six mois avant la fin du plan, une évaluation sera conduite pour permettre l'élaboration d'un nouveau plan (article R441-2-14 du Code de la Construction et de l'Habitation).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information des Demandeurs 2020-2025 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- dire que les crédits seront proposés au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 16 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Véronique DEMON, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Mustapha MAJDOUL, M. Jérémie MALEK, Mme Patricia MIRALLES, M. Yvon PELLET, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI, M. Rabii YOUSSEF.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107663-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PPGDID 2020-2025.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.